

Régions

GENÈVE • Immeuble occupé mis aux enchères

Des squatters genevois ne seront pas propriétaires

La Banque Cantonale de Genève (BCGe) n'a rien contre les coopératives d'habitation, mais sa mission de «rentabilité» prime sur celle de «solidarité». Conséquence de cette politique: la vente aux enchères par l'Office des poursuites et des faillites, hier matin à Genève, d'un immeuble du quartier des Pâquis, squatté depuis dix ans, mais propriété par défaut de la BCGe.

Epaulés par une coopérative d'habitation (CODHA), les occupants du numéro 2 de la rue Jean-Jaquet étaient venus à cette vente munis d'un chèque de 2,2 millions destiné au rachat de «leur» maison.

Leur offre a été pulvérisée par un autre acquéreur. «Quatre millions», a lancé une voix anonyme au début de la séance. Derrière ce chiffre se cache Etima, société cousine de la régie de la cité, qui elle s'occupe de l'immeuble squatté. Patrick Chazaud, membre de l'Association pour la défense des intérêts des clients des banques, qualifie cette opération de «pur montage»: «La BCGe possédait une créance de 9 millions sur ce bâtiment. Pour la diminuer, elle a prêté 4 millions à Etima SA, à un taux confidentiel. Ainsi sa créance sur l'immeuble vient de passer de 9 à 5 millions. Ce qui est préférable vis-à-vis de ses actionnaires.» Par contre, de l'avis même de l'Office cantonal du logement, la valeur de l'immeuble squatté ne dépasserait pas les 3 millions de francs. «Au-delà, l'équation entre rentabilité et respect des lois n'est pas possible», dit Anne Labarthe, de la CODHA.

Le gouvernement genevois, lui, n'a rien pu faire, malgré les bons offices de la conseillère d'Etat Micheline Calmy-Rey qui, la semaine passée, a rencontré le directeur de la BCGe pour discuter de cette affaire. En fin de compte, la CODHA et la BCGe ne sont pas parvenues à s'entendre. «Nous voulons rénover l'immeuble et offrir du logement à des prix décents, sans appui de l'Etat. Notre vision est à long terme», assure de son côté Enrique Ortiz, administrateur d'Etima SA. En guise de réponse, les squatters promettent de «mener des actions». **Stéphane Herzog**